

Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

Date de la contribution : 24/03/2022

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

L'évolution proposée par la CRE du dispositif de participation des tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux va dans le sens d'une plus juste répercussion des coûts aux territoires dont la dynamique de développement du biométhane est volontairement impulsée par ses parties prenantes et notamment les collectivités ou leurs représentants. **GRDF est favorable à cette évolution.** GRDF note toutefois deux problématiques résiduelles sur le sujet des participations de tiers.

1) Problématique des zonages avec participation tiers inférieures à 200 000 €

Un cas spécifique semble pouvoir générer une situation atypique. En effet, si le premier renforcement à valider correspond aux études rebours et qu'au moment de la demande le niveau de la participation de tiers est inférieur à 200 000 €, il n'est pas prévu de remboursement ou de perception partielle du montant forfaitaire des études résultant sur ce territoire en une prise en charge inférieure par les tarifs des investissements de renforcement.

En conséquence, GRDF propose que le montant collecté pour le lancement des études rebours soit égal au montant le plus faible entre le niveau de la participation tiers résiduel au moment du calcul et la valeur forfaitaire de 200 000 €.

Un exemple est fourni dans le document pdf en pièce jointe de la réponse.

2) Problématique des révisions faisant apparaître des participations de tiers sur des zonages initialement validés sans

GRDF rappelle la sensibilité du dispositif au séquençage des événements. Des zonages validés par la CRE sans participations tiers pourraient, à l'occasion de la prochaine révision ayant lieu à minima tous les deux ans, en faire apparaître une ; rendant ces zones peu propices au développement de projets dont les temps de réalisation sont plus importants.

En conséquence, GRDF propose que les volumes et les investissements réalisés ne soient pas retirés du calcul du I/V ou, à minima, que les programmes d'investissements ayant déjà fait l'objet d'une validation de principe dans le cadre de la validation d'un zonage précédent sans participation tiers puissent être déclenchés sans perception d'une participation de tiers.

Un exemple est fourni dans le document pdf en pièce jointe de la réponse.

Liste des pièces jointes à la contribution :

Consultation publique biométhane Part Tiers 2_Réponse GRDF_vdef.pdf